

# EQUIPE

magazine

Direction Régionale  
de l'Équipement d'Île-de-France

## SOMMAIRE

### 2-3 PROJETS

La fiscalité locale influence-t-elle l'implantation des entreprises ?

### 4-5 DOSSIER

Évolution économique et environnementale des communes rurales d'Île-de-France.

### 6 INITIATIVES



Une nouvelle méthode d'analyse de la qualité de l'eau des rivières.

### 7 TECHNIQUES

Des caméras intelligentes donnent l'alarme en cas d'accident de la circulation.

### 8 PARTENAIRES

Nouredine Cherradi, directeur du groupement d'intérêt public "Plaine Emploi".



Extension  
de l'aéroport

## Une dynamique pour l'emploi à Roissy

À la suite de la concertation menée dans le cadre de l'extension de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, les partenaires institutionnels et l'État ont pris des engagements précis en matière de réduction des nuisances pour les riverains. La création d'un groupement d'intérêt public pour l'emploi, le 5 octobre dernier, permet désormais aux habitants des communes voisines de l'aéroport de bénéficier en priorité des emplois disponibles.

**S**ur la plate-forme de Roissy, les problèmes d'urbanisme apparaissent plus encore qu'ailleurs étroitement liés aux aspects économiques et sociaux. La création du groupement d'intérêt public (GIP) pour l'emploi témoigne de la volonté des acteurs d'y répondre ensemble. Cette initiative trouve son origine en juillet 1997. Jean-Claude Gaysot, ministre de l'Équipement, des Transports

et du Logement, relançait alors la concertation autour de l'extension de l'aéroport. En contrepartie de la création de deux nouvelles pistes, l'État s'engageait, en septembre de la même année, à faire en sorte que les nuisances ne dépassent pas le niveau atteint en 1997, par le biais d'une charte de qualité de l'environnement sonore. « Cette charte, signée par les compagnies aériennes et

Suite p. 2 ▶

N° 67  
OCTOBRE 1998



DREIF/DREIF

► **Suite de la p. 1** Aéroports de Paris, a été présentée à la commission consultative de l'environnement le 12 octobre dernier, explique Jean-Pierre Catalaà, de la mission Roissy de la DREIF. Sa préparation, en parallèle à la remise du rapport Lachenaud sur la répartition de la manne financière provenant de l'aéroport entre les communes limitrophes, a également été l'occasion d'une prise de conscience des enjeux économiques et sociaux pour ce territoire. » Des améliorations de la voirie, avec notamment la création de radiales et des transports en commun, sont décidées. Mais la réflexion s'oriente également vers les problèmes d'emploi.

### Pour l'emploi local

« Fin 1996, la plate-forme de l'aéroport de Roissy représentait plus de 50 000 emplois, reprend Jean-Pierre Catalaà. Avec la rotation des emplois et les créations de postes, cela représente 6 000 à 6 500 emplois disponibles chaque année. Or les données montrent que, si 58 % des personnes travaillant sur le site en 1990 résidaient dans les trois départements proches de l'aéroport – la Seine-Saint-Denis, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise –, ce chiffre n'était plus que de 50 % en 1996. » Avec le développement des infrastructures et des transports en commun desservant l'aéroport, une part croissante du personnel des entreprises du site réside à Paris même.

L'idée d'un GIP pour l'emploi, déjà expérimenté lors de la construction du Stade de France à Saint-Denis, est alors reprise. Son objectif est de tout mettre en œuvre pour que les PME locales et les grandes sociétés présentes à Roissy privilégient l'emploi des habitants des communes limitrophes.

« Les quatre agences de l'ANPE situées autour du site ont été associées au GIP. Elles travaillent déjà en réseau afin de concrétiser cette volonté, ajoute Jean-Pierre Catalaà. Mais la réussite passera également par l'insertion de jeunes en difficulté. Cela nécessite, en particulier, des points réguliers avec les entreprises créatrices d'emplois, afin de disposer du temps nécessaire pour que ces jeunes suivent des formations adaptées. » C'est tout l'enjeu de l'observatoire de l'emploi qui sera mis en œuvre dans le cadre du GIP. ■

### Le GIP à la loupe

**Le GIP pour l'emploi est composé de six collèges, regroupant les différents acteurs.**

#### État

- préfets de département,
- directeurs départementaux du travail,
- délégués ANPE,
- représentants de l'AFPA.

#### Accueil emploi

- missions locales pour l'emploi
- PAIO.

#### Maîtres d'ouvrage

- représentants des entreprises de la plate-forme.

#### Collectivités locales

- présidents des conseils généraux,
- quatre maires de chaque département.

#### Organisations économiques

- chambres de commerce et d'industrie,
- unions patronales.

#### Organisations syndicales

*ANPE: Agence nationale pour l'emploi; AFPA: Association pour la formation professionnelle et l'alternance; PAIO: Permanence accueil, information et orientation.*

## Évolution des franges franciliennes

## Quel avenir pour l'espace

Livrés début 1998, les résultats d'une étude sur le développement modéré des bourgs, villages et hameaux d'Ile-de-France fournissent une photographie détaillée de l'économie rurale francilienne et de ses évolutions.

**1** Le phénomène de périurbanisation est plus affirmé à l'ouest et au sud de la région.

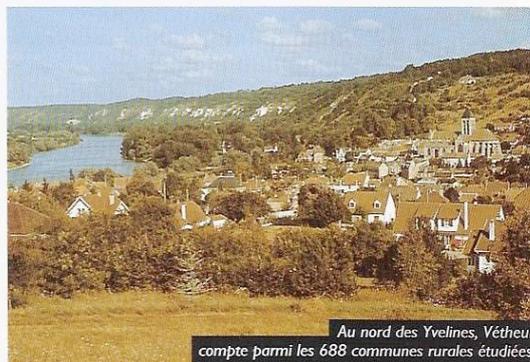
**2** Le poids de l'agriculture diminue au profit des activités tertiaires.

**3** On peut distinguer six catégories de communes.

**4** Si l'espace rural est fragilisé, c'est moins sous un angle économique qu'environnemental.

**A** fin de lutter contre la dénaturation des espaces et des paysages ruraux franciliens, menacés par le desserrement régulier de l'agglomération parisienne vers ses franges externes, le schéma directeur régional de l'Ile-de-France (SDRIF) a fixé un principe d'aménagement: les parties actuellement urbanisées des bourgs, villages et hameaux «peuvent s'étendre dans le cadre d'un développement modéré, respectueux de l'environnement, et réalisé en continuité avec le bâti existant». La DREIF a jugé utile d'étudier de plus près les évolutions de l'économie rurale régionale, afin de préciser le sens qui peut être donné à cette notion qualitative de "développement modéré", qui pose la question du rapport entre le possible et le souhaitable.

Elle a donc commandé une étude portant sur les 688 communes rurales de la grande couronne comptant moins de 2000 habitants. Ce travail, réalisé en 1997 par le bureau d'études Dédale, a été piloté par le groupe Urbanisme et Projets Spatiaux de la DUSD, avec la collaboration de la DRAF, de la DIREN, des DDE et des autres services de la DREIF concernés. La première partie de l'étude propose un diagnostic s'appuyant sur différents indicateurs statistiques, traités aux échelles régionale et départementale, ainsi qu'une typologie



Au nord des Yvelines, Vetheuil compte parmi les 688 communes rurales étudiées.

des communes rurales. Dans le second volet, 25 "études de cas" apportent des éclairages concrets sur les processus en cours et les stratégies d'acteurs à l'œuvre dans ces communes.

**1** Une périurbanisation qui s'affirme vers l'ouest et le sud

La population des bourgs et villages de la grande couronne rurale ne représente que 4% de la population francilienne; mais elle connaît la plus forte progression: + 2,49% par an, contre + 0,73% pour l'ensemble de la région. Entre 1982 et 1990, c'est dans l'Essonne et les Yvelines que la participation de ces communes rurales à la croissance démographique départementale a été la plus forte, ce qui traduit l'extension plus marquée de l'agglomération parisienne vers ses franges ouest et sud (hors Beauce).

À l'inverse, dans le Val-d'Oise, les pôles urbains réussissent à mieux

absorber la croissance démographique. La Seine-et-Marne connaît une situation intermédiaire, le phénomène de périurbanisation gagnant ce département.

**2** Une économie en mutation

Avec un taux d'emploi moyen de 0,44 (rapport entre le nombre d'emplois offerts et la population active résidente), le caractère résidentiel des communes s'accroît. Celles qui retiennent leur population active sont celles où l'emploi agricole reste prééminent, ou qui accueillent des emplois tertiaires de proximité se substituant aux activités traditionnelles (agriculture, petit commerce, vieille industrie). L'étendue de l'espace rural francilien cache son faible poids économique: en pleine mutation, l'agriculture perd des emplois et le nombre d'exploitations recule. En revanche, dans d'autres secteurs comme le BTP et l'indus-

# ural?

trie, l'emploi résiste mieux dans le monde rural que dans les zones urbaines de l'Île-de-France. L'emploi tertiaire, quant à lui, croît fortement (+21% contre + 4% pour l'ensemble de la région) au travers d'activités qui ont souvent un caractère "urbain" marqué: services aux entreprises, transport ou grande distribution.

### 3 Six grands types de communes

Au-delà de ces tendances globales, l'étude met en relief la diversité des situations locales. Loin d'être homogène, le milieu rural francilien se subdivise en six grands types de communes, confrontées à des problématiques de développement différentes: les communes profondément rurales dites "agricoles", les communes "rurales résidentielles", les "centres d'animation rurale", les "pôles d'emploi secondaires", les communes "périurbaines" et les "grands pôles d'emploi en monoactivité".

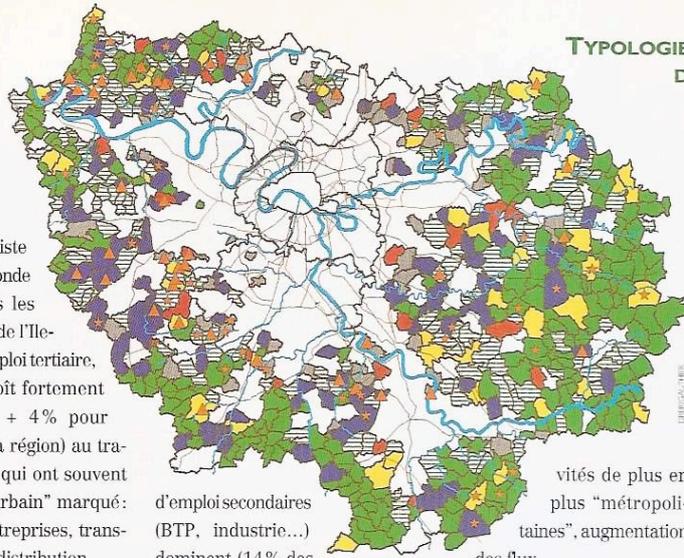
Les deux premières catégories, les plus marquées par l'empreinte rurale, représentent 70% des communes recensées; surtout situées en Seine-et-Marne (Brie), dans le sud de l'Essonne (Beauce) et dans le Val-d'Oise (Vexin), elles doivent faire face au recul de l'emploi agricole et au vieillissement de leur population. Parmi les 30% restantes, les pôles

d'emploi secondaires (BTP, industrie...) dominant (14% des communes rurales); comme les communes périurbaines, ces localités subissent une très forte pression foncière et démographique, qui tend à renforcer leur vocation résidentielle.

### 4 Un environnement fragilisé

Si l'espace rural francilien se trouve fragilisé, c'est moins sous l'angle économique que du point de vue environnemental. Le déclin des activités traditionnelles généralise le problème du patrimoine bâti et foncier à reconvertir. Pour tenter de rééquilibrer les budgets communaux, les élus locaux concentrent leurs efforts sur le développement économique. Cela se traduit par une explosion de projets de zones d'activités économiques dont ni la commercialisation ni la viabilité à terme ne sont acquises. De façon plus générale, la diffusion des activités tertiaires et la montée du résidentiel contribuent à l'extension diffuse de l'agglomération parisienne: mitage de l'espace, acti-

## TYPOLOGIE DES BOURGS ET VILLAGES D'ÎLE-DE-FRANCE



- Communes touristiques:**  
 ▲ Développement touristique  
 ★ Potentiel touristique
- Typologie:**  
 ■ Communes rurales agricoles  
 ▨ Communes rurales résidentielles  
 ■ Pôles d'animation rurale  
 ■ Pôles d'emploi secondaire  
 ■ Communes périurbaines  
 ■ Pôles d'emploi en monoactivité

ment de l'intercommunalité en matière économique. Dans le cadre de la mise en œuvre du SDRIF, ces résultats permettront ainsi d'enrichir le dialogue entre les services de l'État et les collectivités locales. ■

vités de plus en plus "métropolitaines", augmentation des flux...  
 L'étude apporte une mesure précise de ces évolutions et de précieuses indications quant aux réponses qu'il est possible d'apporter aux niveaux local, départemental et régional, notamment grâce au développe-

*DDE: direction départementale de l'Équipement.  
 DIREN: direction régionale de l'environnement.  
 DRAF: direction régionale de l'agriculture et de la forêt.  
 DUSD: division de l'urbanisme, et du schéma directeur  
 ZAE: zone d'activités économiques.*

### Deux exemples contrastés d'évolution de villages

#### Un pôle d'emploi secondaire: La Houssaye-en-Brie

Depuis vingt ans, cette commune de Seine-et-Marne, desservie par la route et le rail, a connu un développement important. La création d'une ZAE de 16 ha a drainé de nombreux emplois tertiaires. 10 exploitations maintiennent une activité agricole partagée entre culture céréalière et maraîchage. 60% des actifs travaillent hors de la commune, dont 50% à Paris ou en petite couronne. Et l'essor de la population - 1 038 habitants en 1990, + 34,5% depuis 1982 - n'a pas empêché la disparition des principaux commerces, le village perdant ainsi son caractère de centre bourg.

#### Une commune agricole: Mespuits

Petit bourg "rue" situé au sud de l'Essonne, à la frontière du Gâtinais et de la Beauce, Mespuits comptait 138 habitants en 1990. Avec huit exploitations encore en activité, l'agriculture vouée à la grande culture céréalière est pratiquement la seule activité économique du village. Elle assure 91% des 32 emplois recensés. Mespuits n'a pas d'artisan, pas de potentiel touristique, qu'un seul commerce (café-restaurant) et une école qui fonctionne par regroupement scolaire avec les trois communes voisines...

*Dans deux cas aussi différents, une même question se pose: comment peut se formuler l'adéquation entre les besoins et les formes de développement?*

## Plaine-Saint-Denis

# Agir ensemble pour l'emploi

Noureddine Cherradi est directeur du groupement d'intérêt public "Plaine Emploi", créé en 1994 afin de maximaliser les retombées tant économiques qu'en termes d'emploi sur le territoire des neuf communes de la Plaine-Saint-Denis, en lien avec la construction du Stade de France.

**Pouvez-vous définir brièvement l'objet du GIP "Plaine Emploi" ?**

■ Le GIP est un statut juridique créé depuis plusieurs décennies afin de fédérer l'action de différents acteurs publics autour d'un projet précis. En 1994, Jean-Pierre Duport, alors préfet de Seine-Saint-Denis, décidait d'utiliser ce statut afin de fédérer les parties concernées par la construction du futur Stade de France, et de faire en sorte que cette opportunité profite aux entreprises et habitants des neuf communes de la Plaine-Saint-Denis. Le premier GIP pour l'emploi, regroupant des représentants de l'État, l'ANPE et l'AFPA, les élus locaux, et des acteurs privés - grandes entreprises et PME - était né.

**Concrètement, quelle a été l'action du GIP ?**

■ Nous n'avons pas, au départ, fixé d'objectifs quantitatifs. Il s'agissait avant tout de mobiliser tous les maîtres d'ouvrage ayant des projets sur le territoire, afin de maximaliser les retombées économiques et sociales de leurs chantiers. Au-delà du Stade de France, cela concernait des acteurs comme la SNCF, la RATP, ou encore la DDE. Parallèlement, nous avons contacté les représentants des PME, la CCL, les unions patronales, afin de les informer de ces projets et leur permettre de s'organiser au sein d'une association : l'ApeSSADE. La publication périodique d'un tableau de bord, fourni gratuitement aux entreprises, a été un outil particulièrement apprécié. Enfin, la plate-forme emploi, avec l'ANPE, l'AFPA et les missions locales pour l'emploi, a permis d'identifier les compétences disponibles localement, de vérifier leur adéquation aux besoins futurs des entreprises, et de lancer, le cas échéant, des programmes de formation et d'insertion auprès des jeunes.

**Quel est le bilan de cette action concertée ?**

■ Au départ, la démarche a surpris. Mais avec la publication régulière de tableaux de bord des travaux prévus à moyen terme, les différents acteurs ont rapidement compris l'intérêt de cette démarche de programmation des besoins. Les PME ont fait les efforts nécessaires pour s'adapter aux exigences des grands maîtres d'ouvrage, et ont trouvé les compétences requises pour conduire les chantiers. Les phases de travaux ont ainsi permis de créer plus de 800 emplois, dont 80% ont été occupés par des habitants de Seine-Saint-Denis. À ce bilan, il faut ajouter les 440 emplois à durée indéterminée, en lien avec l'exploitation des infrastructures créées, et 1672 recrutements événementiels. Une véritable dynamique de l'emploi a vu le jour sur le territoire de la Plaine-Saint-Denis. On ne peut que souhaiter un succès équivalent aux partenaires du GIP qui vient d'être créé à Roissy. ■

*APESSADE: Association pour la promotion des entreprises de Seine-Saint-Denis, qui regroupe 350 entreprises.  
GIP: groupement d'intérêt public.*

## Créations d'emplois suscitées par le GIP

Chantier	Recrutements effectués	dont habitants de Seine-Saint-Denis	dont zone de solidarité
Stade de France	481	400	309
RATP	28	28	13
SNCF	5	5	5
DDE	32	1	1
SANEM	8	5	3
EDF	220	200	160
SPIE-CITRA	2	2	2
SIAAP	1	1	1
ASSEDIC	25	6	5
TOTAL	802	648	499
		80%	65%



Pour Noureddine Cherradi, le GIP "Plaine Emploi" a suscité une véritable dynamique de l'emploi sur le territoire de la Plaine-Saint-Denis.



### Direction Régionale de l'Équipement d'Île-de-France

Équipe magazine est éditée par la Direction régionale de l'Équipement d'Île-de-France  
21-23, rue Mollat, 75015 Paris  
Tél. : 01 40 61 80 80 - Fax : 01 40 61 85 85.

Comité éditorial: Corinne Amoux (DDE 97), Régine Becamel (LREP), Virginie Bricout (SIEP), Nada Capiani (DDE 95), Sylvie Deraux (DDE 91), Yves Farhi (cabinet), Germaine Gnestar (DIT), Gisèle Guillaume Bredon (DPAG), Pierre Guillon (DDE 77), Colette Helle (DEITOA), Phuong Mai Huynh (DH), Yvon Kergoat (DDE 93), Pascal Martin (DDF 78), Claudine Micout (LRQP), Blandine Sené (DDE 94), Emilio Tempia (DUISD), Michel Thomachot (DERU).

Directeur de la publication: Gilles Ricono.  
Directeur de la rédaction: Diane Malapert.

Coordination de la rédaction:

Florence Marlot-Secret.

Photothèque: Alain Nabeth.

Diffusion: Gérard Ikhefif.

Conception, rédaction et réalisation:

ÉQUIPE 41, rue Greneta, 75002 Paris.

Tel. : 01 53 00 10 00.

Responsables d'édition:

Amabel Dittrop et Jérôme Rousselle.

Secrétariat de rédaction:

Marie-Madeleine Sabouret.

Maquette: Philippe Bedouet.

Impression: Guillaume.

N° ISSN: 1164-6187.

Reproduction autorisée sous réserve de l'accord préalable de la DREIF, avec mention de la source.